

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau ^I III. — Dette publique.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. **HOUTART**.

MESSIEURS,

Nous vous proposons d'adopter le Budget de la Dette publique, tel qu'il vous est présenté.

L'examen de cette catégorie de dépenses n'est qu'un travail de statistique, nullement inutile toutefois au point de vue des résolutions que nous avons à prendre; car il montre les conséquences fâcheuses du défaut d'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires, des déficits accumulés dans les régies et de l'excès des dépenses extraordinaires. De tout cela résultent des charges permanentes, qui pèseront sur plusieurs générations et grèvent, pour un long avenir, l'économie générale du pays.

Avant d'aborder l'étude des articles de ce budget, considérons la situation de la Dette publique, telle qu'on a pu l'établir au 31 décembre 1920, en capitaux et en charges.

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

Projet de résolution, n° 262.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans.

b) *Six membres délégués par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

DETTE PUBLIQUE. — Situation

	CAPITAUX.		
	CAPITAUX PAYABLES		
	en France.	en Angleterre.	en Allemagne.
A. — Dette consolidée.			
<i>a) Intérieure.</i>			
Dette à 2 1/2 %	»	»	»
Dette à 3 %, 1 ^{re} série	»	»	»
Dette à 3 %, 2 ^e série	»	»	»
Dette à 3 %, 3 ^e série	»	»	»
Servitudes militaires 3 %	»	»	»
Dette à 5 % de la Restauration nationale	»	»	»
Emprunt 5 % à prime, de 1920	»	»	»
TOTAUX. . . . fr.	»	»	»
<i>b) Extérieure.</i>			
Dette à 3 %, 4 ^e série	»	9,478,080 »	»
Obligations françaises de la Défense nationale délivrées en échange de Bons du Trésor échus pendant la guerre	36,254,200 »	»	»
Emprunt 7 1/2 % aux États-Unis	»	»	30,000,000 »
TOTAUX. . . . fr.	36,254,200 »	9,478,080 »	30,000,000 »
B. — Dette flottante.			
<i>a) Intérieure.</i>			
Bons du Trésor ordinaires et escomptés	»	»	»
Bons du Trésor de restauration monétaire.	»	»	»
Bons de caisse interprovinciaux	»	»	»
TOTAUX. . . . fr.	»	»	»

au 31 décembre 1920.

		CHARGES.		Observations.
Francs belges et monnaies étrangères calculées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au cours du 31 décembre 1920.	Articles du Budget.	Montant par article du Budget.	
219,959,631 74	219,959,631 74	1	5,498,990 78	Charge de fr. 3.30 % sur un capital de 1,500,000 francs émis en 1920.
507,103,875 »	507,103,875 »	5	17,885,510 76	
		12	50,000 »	
2,817,282,182 22	2,817,282,182 22	6	99,023,571 30	
239,232,200 »	239,232,200 »	7	8,511,657 »	
1,689,249 13	1,689,249 13	35	9,685 49	
		36	40,991 40	Charge de fr. 5.50 % d'un capital de 1,559,637,200 francs émis au 31 décembre 1919.
1,615,559,800 »	1,615,559,800 »	9	85,780,046 »	
		12	5,480,000 »	
				Évaluation de la charge de fr. 5.50 % d'un capital de 100,000,000 de francs émis ou à émettre en 1920 et en 1921, soit en vertu de l'arrêté royal du 6 septembre 1919, soit pour le paiement d'arriérés de traitements.
2,346,000,000 »	2,346,000,000 »	10	136,431,250 »	
				La charge d'intérêt et d'amortisse- ment est calculée sur le capital de 2,500,000,000 de francs à émettre en vertu de l'arrêté royal du 27 jan- vier 1920.
7,746,826,938 09	7,746,826,938 09		358,711,702 73	
239,037,177 60	539,539,704 »	8	17,382,188 93	Charge d'intérêt et d'amortissement, soit £ 689,222. 8 calculée au pair de 25.22 par £.
		38	14,200,000 »	
			60,000 »	
56,254,200 »	53,896,189 05	13	2,812,710 »	Différence de change, évaluée en tenant compte du cours de la rente sur le marché de Londres et du cours de la £.
259,000,000 »	798,750,000 »	14	89,625,000 »	
				Commission de Banque.
554,291,377 60	1,391,885,893 05		124,079,898 93	
				Charge d'intérêt et d'amortissement, soit \$ 5,975,000 évaluée à 15 francs par dollar.
2,148,508,000 »	2,148,508,000 »	12	102,000,000 »	
3,040,342,700 »	3,040,342,700 »	1	152,100,000 »	Tableau XVII. — Dépenses extraordi- naires.
2,347,800,000 »	2,347,800,000 »	1	107,830,000 »	
				Tableau XVIII. — Dépenses recou- vrables.
7,536,650,700 »	7,536,650,700 »		361,930,000 »	

DETTE PUBLIQUE. — Situation

	CAPITAUX.		
	CAPITAUX PAYABLES		
	en France.	en Angleterre.	en Allemagne.
b) Extérieure.			
Crédits anglais de reconstruction nationale.	»	7,150,000 »	»
Gouvernement des États-Unis (achat des stocks américains).	»	»	27,588,581 14
Gouvernement des États-Unis (achat de viande congelée et transport)	»	»	1,663,403 41
Gouvernement du Canada (achat de chevaux et de mulets).	»	930,480 »	»
Gouvernement du Canada (crédit)	»	»	1,875,000 »
Grain Corporation	»	»	12,000,000 »
Bons du Trésor Guaranty Trust et J.-P. Mor- gan.	»	»	18,600,000 »
Achat de locomotives américaines	»	»	8,296,500 »
Paie ment des locomotives Armstrong	»	1,380,000 »	»
Paie ment de travaux hydrauliques sur le Haut-Escaut	»	5,381 12,0	»
TOTAUX. . . . fr.	»	9,465,831 12,0	70,023,486 55
C. — Dette indirecte.			
Capitalisation des annuités dues pour rachat de chemins de fer	»	»	»
Annuités dues au Crédit communal pour les dettes des communes	»	»	»
TOTAUX. . . . fr.	»	»	»
D. — Titre 5 % « Dommages de guerre ».	»	»	»
E. — Avances des puissances alliées depuis l'armistice.			
France	191,305,866 53	»	»
Angleterre	»	7,603,254 11,5	»
États-Unis	»	»	177,424,467 89
TOTAUX. . . . fr.	191,305,866 53	7,603,254 11,5	177,424,467 89
F. — Avances de la Banque Nationale.			
Convention du 49 juillet 1919 relative au retrait des monnaies allemandes.	»	»	»
TOTAUX GÉNÉRAUX. . . . fr.	247,560,066 53	26,547,166 03,5	297,447,954 44

au 31 décembre 1920 (suite).

		CHARGES.		Observations.
Francs belges et monnaies étrangères calculées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au cours du 31 décembre 1920.	Articles du Budget.	Montant par article du Budget.	
180,323,000 »	407,013,750 »	12	23,260,000 »	
142,908,850 30	440,727,583 71	12	19,315,000 »	
8,616,440 03	26,572,901 42	12	1,890,000 »	
23,466,705 60	52,967,574 »	12	2,326,000 »	
9,712,500 »	29,953,125 »	12	1,425,000 »	
62,160,000 »	191,700,000 »	12	11,140,000 »	
96,348,000 »	297,135,000 »	12	15,570,000 »	
42,975,870 »	132,536,587 50	12	7,160,000 »	
34,803,600 »	78,556,500 »	12	5,200,000 »	
134,967 35	304,639 83	12	»	
601,449,933 28	1,657,467,661 46		87,386,000 »	Tableau XVIII. — Dépenses recouvrables.
307,724,251 54	307,724,251 54	15 à 32	16,346,747 19	
500,000,000 »	500,000,000 »		26,250,000 »	
807,724,251 54	807,724,251 54		42,596,747 19	
1,187,879,800 »	1,187,879,800 »	2	250,000,000 »	
191,305,866 53	182,266,661 34		»	
191,754,080 28	432,815,266 44		»	
919,058,743 67	2,834,355,874 54		»	
1,302,118,690 48	3,449,437,805 32		»	
5,500,000,000 »	5,500,000,000 »	3 Tableau XVII.	8,430,000 »	Tableau XVII. — Dépenses extraordinaires.
25,236,941,690 99	29,277,873,049 46		1,216,787,601 66	

Une observation importante doit trouver place ici. Comme on le voit par le tableau ci-dessus, les divers éléments de la Dette extérieure, si l'on calcule la valeur des monnaies étrangères au cours du 31 décembre 1920, forment un total de :

Dette consolidée	fr. 1,391,885,893 05
Dette flottante	1,637,467,661 46
Avances des Alliés depuis l'armistice	3,449,437,805 32
Total	fr. 6,498,691,359 83

Mais, si l'on ramène cette valeur au pair, le total n'est plus que :

Dette consolidée	fr. 554,291,377 60
Dette flottante	601,449,933 28
Avances des Alliés depuis l'armistice	1,302,118,690 40
Total	fr. 2,457,860,001 36

Différence : fr. 4,040,931,358.47, sous déduction de laquelle le total de la Dette publique se chiffre par fr. 25,236,941,690.99.

Les charges de la Dette sont réparties entre trois tableaux du Budget général.

Elles apparaissent :

Au tableau I (dépenses ordinaires) pour	fr. 927,554,336 35
Au tableau XVII (dépenses extraordinaires) pour	160,555,000 »
Au tableau XVIII (dépenses recouvrables en exécution des traités de paix) pour	446,524,000 »
Total	fr. 1,534,633,336 35

Observons que ce dernier chiffre ne comprend ni l'amortissement de la Dette flottante, ni celui des titres délivrés pour dommages de guerre, ni aucunes charges pour les avances des Alliés. Quant au compte débiteur de la Banque Nationale, il ne grève le Budget que d'une bonification de 8,450,000 francs (tableau XVII, art. 3). S'il fallait assurer d'une manière normale le service de toutes ces dettes, l'annuité atteindrait deux milliards.

Passons en revue d'abord les crédits inscrits comme dépenses *ordinaires*. Les articles 1-8 concernent le service des dettes antérieures à la guerre. On trouvera ci-après les règles suivant lesquelles s'opère l'amortissement de ces emprunts.

ART. 1^{er}. — Dette à 2 1/2 %.

Aucune dotation n'est affectée à l'amortissement de cette dette ; mais les fonds d'amortissement des dettes à 3 %, 1^{re}, 2^e et 3^e séries, qui demeurent sans emploi

pendant tout un semestre, à raison de l'élévation des cours au-dessus du pair, peuvent être appliqués au rachat de la dette à 2 1/2 %. Jusqu'ici, il n'a pas été fait usage de cette faculté.

Art. 2. — *Arrérages de l'inscription au Grand-Livre portée au nom de Sa Grâce le Prince de Waterloo : fr. 80,637.50.*

Une question ayant été posée de ce sujet, nous donnons en annexe les raisons historiques qui justifient ce crédit.

Art. 5 à 7. *Dettes à 3 %, 1^{re}, 2^e et 3^e séries.*

Ces articles supportent les charges d'intérêt et d'amortissement des capitaux *primitivement émis* au 31 décembre de la pénultième année; les charges afférentes aux capitaux émis ou à émettre pendant l'année du Budget et pendant l'année précédente sont imputées sur l'article 12.

Cette répartition des crédits a été adoptée depuis de nombreuses années pour permettre de faire apparaître, à chacun des articles 5 à 7, les chiffres exacts et arrêtés à une date uniforme, correspondant aux émissions connues au moment de la formation du Budget; on ne peut connaître en effet à ce moment les capitaux dont l'émission aura lieu pendant les deux années.

Une dotation annuelle de 30 centimes pour cent francs de capital nominal *émis* est consacrée à l'amortissement de ces dettes. Elle s'accroît des intérêts des capitaux amortis antérieurement.

Cette dotation correspond ainsi à une *annuité constante* de 3.30 % pour le service des intérêts et de l'amortissement *du capital émis primitivement*; comme le montre le tableau donné en annexe II, elle permet d'éteindre le capital en 81 années, en supposant les rachats effectués en pair.

La dotation de 30 centimes % et les intérêts des capitaux amortis sont mis, à chaque échéance semestrielle, à la disposition de la Caisse d'amortissement pour être affectés par celle-ci au rachat des titres à la Bourse, au cours du jour.

Lorsque le cours dépasse le pair, l'action de l'amortissement est suspendue et les sommes demeurées sans emploi pendant tout un semestre sont reversées par la Caisse d'amortissement au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires; elles peuvent également être affectées au rachat de la dette à 2 1/2 %.

Une dotation supplémentaire de 3.30 % du total des sommes ainsi reversées au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires, a en outre été instituée par la loi du 24 avril 1902; mais cette disposition n'a pas dû être appliquée avant la guerre, les fonds d'amortissement ayant toujours pu être employés au rachat des titres.

Ainsi que l'indique une note portée dans les développements du tableau I du Budget de 1921 (art. 5 à 7), le Gouvernement propose de ne pas rendre applicable la dotation supplémentaire de 3.30 % à la partie des fonds d'amortissement afférents au temps de guerre, qui, mise à la disposition de la Caisse d'amortissement après l'armistice, n'a pu être employée au rachat de titres et a été versée en recette extraordinaire.

Il convient de noter que l'action de l'amortissement se trouve accélérée en proportion de la baisse de la rente, et qu'ainsi l'extinction des capitaux émis se produira en un temps beaucoup plus court que celui de 84 années, indiqué au tableau théorique.

ART. 8. — *Dette à 3 %, 4^e série.*

Les charges d'intérêt et d'amortissement de la dette à 3 %, 4^e série, inscrites à l'article 8, comportent :

- a) Les intérêts à payer en 1921 sur le capital en circulation;
- b) La dotation prévue au tableau d'amortissement, pour les titres à amortir le 5 février 1922.

Les rachats pour l'amortissement à cette date doivent être opérés pendant l'année 1921; la dotation nécessaire doit donc être mise en 1921 à la disposition de la Caisse d'amortissement; à défaut d'avoir pu procéder au rachat des titres à amortir, il doit être procédé à leur désignation par voie de tirage au sort, dans la première quinzaine de janvier 1922, les titres sortis étant remboursables le 5 février suivant.

Les charges prévues à l'article 8 sont calculées au pair monétaire de 25 fr. 22 la livre sterling, la différence de change éventuelle étant imputable sur l'article 38.

Cette dette, émise en 1914, est amortissable en vingt-cinq années, conformément au tableau type d'amortissement annexé à l'arrêté royal du 2 février 1914.

ART. 9. — *Dette à 5 % de la Restauration nationale.*

Même remarque que pour les dettes à 3 %, 1^{re}, 2^e et 3^e séries.

La charge des capitaux émis ou à émettre pendant les années 1920 et 1921, soit du chef des cessions effectuées par le Département des Finances, soit pour le paiement en titres des arriérés de traitement, etc., des agents de l'État, est imputable sur l'article 12.

Le régime d'amortissement de cette dette est analogue à celui des dettes à 3 %, 1^{re}, 2^e et 3^e séries.

La dotation d'amortissement annuelle est de 50 centimes pour 100 francs de capital nominal émis et s'accroît des intérêts des capitaux amortis. Elle correspond donc à une annuité constante de 5.50 % pour le service des intérêts et de l'amortissement, permettant l'extinction du capital émis en quarante-neuf ans (voir tableau B).

Il peut être procédé au remboursement anticipé des obligations, au pair de leur valeur nominale, à partir du 1^{er} juin 1934.

Emprunt 5 % intérieur à prime.

L'emprunt est amortissable en 75 ans, par tirages au sort, les titres sortis étant remboursables avec une prime de 50 % de leur valeur nominale, confor-

mément au tableau type d'amortissement annexé à l'arrêté royal du 10 janvier 1920.

Le Gouvernement s'est réservé le droit de rembourser anticipativement, à partir du 15 mai 1940, toutes les obligations restant en circulation; dans ce cas, les obligations seront remboursées par une même somme représentant leur valeur nominale augmentée de la valeur moyenne des primes ramenées, au taux de 5 %, à la date fixée pour le remboursement anticipé.

Art. 11. — *Emprunt à 7 1/2 % de s 50,000,000 : 89,625,000 francs.*

Cet emprunt, émis en 1920 aux États-Unis, est amortissable en 25 ans, avec prime de 15 % de la valeur nominale, par voie de tirage au sort. Une somme fixe de s 2,300,000 doit être consacrée annuellement à l'amortissement d'un capital nominal de s 2,000,000.

Le crédit est établi sur le pied de 15 francs par dollar, tandis que le cours actuel du change ne dépasse pas 12 francs.

Art. 12. — *Intérêt, amortissement et frais des capitaux empruntés ou à emprunter pendant les années 1920 et 1921 : 300,000,000 francs.*

Crédit qui requiert des précisions, considérant la fréquence, l'importance et la variété des emprunts.

Nous donnons ci-après l'évaluation des charges comprises sous cet article, telle qu'on a pu l'établir à la date du 7 mars 1921.

A. — CHARGES ENGAGÉES.

Dette à 3 1/2 % émise en 1920 : 3.30 % sur 1,500,000 francs 50,000

Dette à 5 % de la Restauration nationale.

Cessions de 1920 et 1921 (arrêté royal du 16 septembre 1921) fr. 14,186,000

Arriérés de traitements, etc. :

Capital émis fr. 68,200,000

A déduire :

Capital dont les charges sont inscrites à l'article 9 15,012,600

Reste. 53,187,300

Charge à 5.50 % sur fr. 67,373,400 3,700,000

Bons du Trésor ordinaire (charges échéant en 1921) 17,694,850

A REPORTER. . . . fr. 21,444,850

REPORT . . fr. 24,444,850

Bons du Trésor émis à l'étranger.

Bons Guaranty Trust \$ 48,600,000	} intérêts 6 % \$ 1,116,000 frais . . . 2,800	
Achats de stocks américains . . . 27,588,581 ¹⁴ ,		intérêts 5 % . 1,379,430
Achat de viandes congelées (transport) 330,036 ⁵³ ,	id. 5 %	16,500
Crédits canadiens . 1,875,000,	id. 5 1/2 %	103,125
Grain Corporation . 12,000,000,	id. 7 %	795,620
Achat de locomotives américaines . . 8,552,670 ⁴⁴ ,	id. 6 %	513,160
	\$	3,926,635
soit en francs belges à 14 francs par dollar		54,975,000
Bons Ransomes and Rapier (travaux hydrauliques) . . . £ 6,200,	intérêts 6 % £ 374 : 12 : 0,	soit 20,000
Achat de chevaux canadiens . . . £ 930,480,	intérêts 5 % £	46,524
Bons Armstrong . 1,380,000,	id. 7 1/2 %	104,000
Bons de Reconstruction nationale . . . 7,350,000	} intérêts 5 % 367,500 timbre . . 14,700	
TOTAL . . £		532,724
soit à raison de 50 francs par livre sterling fr.		26,636,200
<i>Emprunt de 30,000,000 de dollars (contrat du 21 janvier 1921).</i>		
Amortissement : trimestres au 1 ^{er} mai, 1 ^{er} août et 1 ^{er} novembre 1921, soit \$ 403,125 × 3 . . \$		1,209,375
Intérêt 8 % : semestre au 1 ^{er} août 1921, soit 4 % sur 30,000,000 — 403,125		1,183,375
TOTAL . . \$		2,392,750
soit en francs belges à raison de 14 francs par dollar . . . fr.		33,498,500
A. — Charges engagées . . fr.		136,574,550

B. — CHARGES A PRÉVOIR.*Dette à 5 % de la Restauration nationale.*

Arriérés de traitements :

Émissions nouvelles 10,000,000 de francs. Charge à raison de
fr. 5.50 % fr. 550,000

Bons du Trésor escomptés.

Intérêt à 5 % sur un capital en circulation de 3,000,000,000 de
francs fr. 150,000,000
Commission : 2 fois 1/2 % sur le même capital 3,000,000

Bons du Trésor à émettre à l'étranger.

Bons de Reconstruction nationale :

Solde à émettre £ 1,650,000
Intérêts à 5 % £ 82,500
Timbre 3,300
TOTAL . . . £ 85,800
soit à raison de 50 francs par livre sterling fr. 4,290,000

Bons Ransomes (travaux hydrauliques sur le haut Escaut) :

Intérêts 6 % sur 24,000 livres sterling £ 1,440
Intérêts 7 % sur 13,000 livres sterling 1,050
TOTAL . . . £ 2,490
soit à raison de 50 francs par livre sterling fr. 124,500
B. — Charges à prévoir . . . fr. 157,964,500

Récapitulation.

A. — Dépenses engagées fr. 136,574,550
B. — Dépenses à prévoir 157,840,000
TOTAL . . . fr. 294,414,550

N. B. — L'excédent des dépenses prévues aux Budgets généraux des exercices 1919, 1920 et 1921 sur les recettes des mêmes exercices doit être couvert par le produit d'opérations de crédit.

Les emprunts consolidés et les Bons du Trésor émis depuis l'armistice en Belgique et à l'étranger ont procuré une partie des ressources nécessaires pour couvrir cet excédent; la partie non encore convertie par l'emprunt ne peut être déterminée.

Il n'est donc pas possible d'évaluer le montant des emprunts restant à contracter pour balancer les dépenses et les recettes des trois exercices 1919, 1920 et 1921, ni de supputer la charge qui incombera au Budget de 1921 du chef de ces emprunts.

Le Budget de 1921 ne prévoit aucune charge d'intérêt et d'amortissement du chef de l'emprunt à lots de un milliard de francs émis par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre.

En effet, les intérêts en sont payables annuellement et pour la première fois le 10 janvier 1922, et les titres sortis aux tirages effectués en 1921 seront remboursables à la même date; l'annuité nécessaire figurera donc au Budget de 1922.

Les dépenses de matériel et d'imprimés divers à effectuer en 1921 pour le service de cet emprunt, seront imputées sur le crédit de l'article 38.

La Commission du Budget s'étant enquis du point de savoir sur quelles autorisations s'est fondée la Trésorerie pour émettre ces divers emprunts, M. le Ministre des Finances lui a transmis les renseignements suivants :

L'émission des Bons du Trésor a lieu en exécution et dans les limites des autorisations d'emprunt conférées par la Législature au Gouvernement.

Celui-ci dispose actuellement, à cet effet, de la partie non encore couverte par l'émission de titres de la Dette consolidée, des autorisations d'emprunt qui lui ont été données avant la guerre, et de celles qu'il a obtenues depuis l'armistice.

A. — AUTORISATIONS ANTÉRIEURES A LA GUERRE.

Une partie seulement des emprunts consolidés autorisés par les lois de dépenses extraordinaires antérieures à la guerre, a été émise jusqu'à présent; les comptes n'étant pas encore arrêtés, le montant des emprunts restant à émettre de ce chef ne peut être fixé définitivement. il est évalué en chiffres ronds à 730,000,000 de francs.

B. — AUTORISATIONS POSTÉRIEURES A LA GUERRE.

Les autorisations d'emprunt ci-après ont été données au Gouvernement depuis l'armistice :

Loi du 16 mars 1919, article 1^{er}, autorisant l'émission, en Belgique et à l'étranger, d'un ou de plusieurs emprunts à concurrence d'un capital nominal de 3,500,000,000 de francs.

Loi du 27 janvier 1920, article 1^{er}, autorisant l'émission, en une ou plusieurs fois, d'un emprunt au capital nominal de 5,000,000,000 de francs.

* * *

La tableau ci-après indique les capitaux dont l'émission a été effectuée depuis l'armistice en dette consolidée en vertu de ces dispositions.

A. — AUTORISATIONS ANTÉRIEURES A LA GUERRE.

Capital émis en dettes à 3 %, 1^{re} et 2^e séries fr. 3,252,200

Loi du 16 mars 1919, article 1^{er}, dette à 5 % de la Restauration nationale (1) .

Capital souscrit à l'émission fr. 1,411,126,300

Capital cédé ultérieurement 108,002,800

Emprunt américain 7 1/2 %, de \$50,000,000 . . . 259,000,000

Emprunt américain 8 % . . . des 30,000,000 . . . 155,400,000

1,933,529,100

Loi du 27 janvier 1920, emprunt 5 % intérieur à prime :

Capital souscrit à l'émission fr. 2,345,000,000

Capital cédé ultérieurement 1,000,000

2,346,000,000

CAPITAL TOTAL ÉMIS. fr. 4,282,781,500

Les autorisations d'emprunt reprises ci-dessus s'élevant, savoir :

Capital total émis fr. 4,282,781,500

a) Lois antérieures à la guerre fr. 730,000,000

b) Loi du 16 mars 1917, art. 1^{er} 3,500,000,000

c) Loi du 27 janvier 1920 9,230,000,000

Soit ensemble. . . . fr. 9,230,000,000

Il peut encore être émis un capital de fr. 4,947,000,000
en chiffres ronds.

* * *

Les lois de dépenses extraordinaires antérieures à la guerre contenaient une disposition autorisant directement le Ministre des Finances à créer des Bons du Trésor à concurrence du montant de l'emprunt à contracter éventuellement.

L'arrêté royal du 29 juin 1919, pris en exécution de la loi du 16 mars précé-

(1) Non compris le capital de 39,639,500 francs et de 68,187,900 francs émis respectivement pour l'échange de Bons du Trésor et pour le paiement en titres des arriérés de traitements des agents de l'État, et qui viennent en accroissement des emprunts, conformément à l'article 3 de la loi du 16 mars 1919.

dent, a autorisé le Ministre des Finances à émettre des Bons du Trésor à concurrence de la partie des 3 1/2 milliards de francs non couverts par l'émission d'emprunts consolidés.

De même, l'arrêté royal du 31 août 1920, pris en exécution de la loi du 27 janvier précédent, donne au Ministre des Finances l'autorisation d'émettre des Bons du Trésor à concurrence de la partie des 5 milliards de francs non couverts par l'émission d'obligations de l'emprunt 5 % à prime.

De l'ensemble de ces dispositions, il résulte que l'émission des Bons du Trésor peut atteindre le chiffre ci-dessus de 4,947,000,000 de francs.

Les Bons du Trésor en circulation à la date du 19 mars 1921 se montait au capital de fr. 3,566,719.90, se décomposant comme suit :

<i>Bons intérieurs</i> : non escomptés	fr. 421,197,000 »
<i>Id.</i> escomptés	2,722,357,000 »
<i>Bons extérieurs</i> (contre-valeur au pair)	423,364,717 90
TOTAL.	fr. 3,566,918,717 95

Une partie considérable du solde autorisé doit être absorbée par les dépenses non liquidées encore de l'exercice 1920. Pour l'exercice 1921, l'article 14 du projet de loi de finances contient une disposition qui permet de couvrir par de nouveaux emprunts l'excédent des dépenses dotées par le Parlement.

Les articles 14 à 34, relatifs aux annuités, ne soulèvent pas d'observations.

ART. 35 et 36. — *Servitudes militaires.*

Les rentes qui font l'objet des articles 35 et 36 du Budget ordinaire de la Dette publique, ont été allouées en vertu des lois du 2 avril 1873 (création des enceintes fortifiées d'Anvers, de Diest et de Termonde et des citadelles de Liège et de Namur) et du 19 août 1893 (création des enceintes d'Anvers, de Liège et de Namur), pour indemniser les propriétaires d'immeubles situés dans le zone des forts du dommage qu'ils ont subi par la dépréciation résultant des servitudes militaires établies par application de l'arrêté-loi du 4 février 1815.

Cet arrêté-loi porte défense « à toutes personnes de construire ou de recon-
» struire des maisons ou des murailles, former des élévations, faire des caves,
» creuser des puits ou faire toute autre excavation dans la distance de cent toises
» ou 1,800 pieds de l'extrémité du glacis le plus avancé des places fortifiées
» existantes en Belgique ».

Ces rentes s'élevaient primitivement à fr. 42,287.83 pour les servitudes de 1873, et à 45,000 francs pour celles de 1893. Elles ont été réduites respectivement à fr. 9,685.49 et fr. 40,991.40 par suite du dégrèvement des servitudes résultant du démantèlement de certains forts, notamment ceux de la première enceinte d'Anvers, de Merxem, de Diest et de Termonde.

ART. 38. — *Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités, ainsi que des emprunts émis par la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux et par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge ». Paiement des intérêts, amortissement, contrôle, confection, émission et anéantissement de titres, etc. (Crédit non limitatif) : 18,000,000 de francs, en majoration de 3,000,000 de francs.*

D'après les renseignements recueillis, cette évaluation comprend :

A. — FRAIS DU SERVICE DES DETTES A L'ÉTRANGER :

1° Dette à 3 %, 4^e série.

a) Différence de change entre le taux réel des paiements et celui de fr. 25.22.

Paiements à faire : intérêts £ 284,348. 8. 0

Amortissement : rachat en 1921 du capital
de 404,880 £ à amortir au 5 février 1922,
soit au cours de 60 environ plus le courtage
et le timbre £ 245,000. 0. 0

ENSEMBLE. £ 530,000. 0. 0

Contre-valeur au change de 52 pour la £ . fr. 27,560,000

Contre-valeur à 25.22 imputable sur l'article 8 13,350,000

Différence de change à imputer au présent article ————— 14,200,000

b) Commission à MM. Baring Brs. pour le paiement des
coupons d'intérêt : $\frac{1}{4}$ % sur £ 204,000 = £ 1,210 ou . fr. 60,000

2° Dettes à 2 $\frac{1}{2}$ % et à 3 %.

Paiement des coupons d'intérêt chez MM. de Rothschild frères
à Paris : commission fixe 40,000

3° Emprunt de 50,000,000 s de 1920.

Commission de $\frac{1}{4}$ % pour le paiement des coupons d'intérêt
sur s 3,675,000, soit s 9,000; commission de $\frac{1}{16}$ % pour
l'amortissement, sur s 2,000,000, soit s 1,250; frais des
tirages, publication des listes, etc. Total s 11,000 à 15 francs 165,000

A REPORTER. . . . fr. 14,465,000

REPORT. . . fr. 14,465,000

*4° Bons du Trésor émis à l'étranger.*Commission de caisse pour le paiement de coupons d'intérêt,
évaluée à

s 3,270 à 15 francs	fr.	50,000
£ 130 à 52 francs		7,000

EN CHIFFRES RONDS.	fr.	<u>14,520,000</u>
----------------------------	-----	-------------------

B. — FRAIS DU SERVICE DES DETTES EN BELGIQUE.*1° Dettes à 3 % et à 5 %, Restauration nationale.*

Courtage 1 ‰ sur le montant des dotations d'amortissement, pour le rachat des titres, soit sur 25.000,000 de francs	fr.	25,000
---	-----	--------

2° Registres d'amortissement, imprimés divers.

Pour le service des diverses dettes et pour le service des emprunts de la Société Nationale de Chemins de fer vicinaux . fr.	200,000
--	---------

3° Registres d'amortissement, imprimés divers.

Pour le service des obligations émises par la Société anonyme Lloyd Royal Belge	fr.	6,000
---	-----	-------

N. B. — Le Lloyd Royal Belge verse chaque année dans la Caisse de l'État, à titre de recette accidentelle, le montant des frais du service de ses obligations, évalués forfaitairement à 6,000 francs.

4° Renouvellement de feuilles de coupons.

Caisse d'annuités, vicinaux	fr.	20,000
---------------------------------------	-----	--------

5° Confection des Bons du Trésor escomptés.

Impression de 500,000 bons de 5,000 francs, à 45 francs le mille; travaux de vérification, etc.	fr.	50,000
---	-----	--------

6° Renouvellement ou recoupponnement des Bons du Trésor de Restauration monétaire (2,600,000 bons).

Papier, impression, travaux de confection et de visa, registres et imprimés divers	fr.	350,000
--	-----	---------

TOTAL.	fr.	<u>680,000</u>
----------------	-----	----------------

C. — FRAIS RELATIFS A L'ÉMISSION DES NOUVEAUX EMPRUNTS A ÉMETTRE EN 1921.

Ces frais, qui comportent le coût du papier et l'impression des titres provisoires et définitifs, les travaux relatifs à l'apposition des griffes et timbres de la Trésorerie et de la Cour des Comptes, l'achat du matériel (presses, etc.) nécessaire à l'exécution de ces travaux, la commande des imprimés relatifs à l'émission, les registres d'amortissement et autres imprimés nécessaires pour le service des emprunts, ainsi que les dépenses relatives à la propagande en faveur des emprunts, ne peuvent être supputés que d'une manière très approximative.

Les dépenses prévues de ce chef en 1921 ont été évaluées à 2,800,000 francs, représentant le solde du crédit sollicité.

Charges reprises au littéra A	fr. 14,520,000
Id. au littéra B	650,000
Id. au littéra C	2.800,000
En chiffres ronds.	<u>fr. 18,000,000</u>

ART. 39. — *Rémunération en matière de milice* : 13,000,000 de francs.

Réduction de 3,250,000 francs sur le chiffre porté pour 1920.

Il ne s'agit plus que de l'indemnité accordée aux familles des volontaires de carrière et du règlement d'arriérés. la loi du 10 août 1920 ayant supprimé la rémunération pour les miliciens incorporés à partir du 1^{er} mars 1920.

ART. 40. — *Pensions diverses* : 76,368,300 de francs.

Article majoré de 37,788,967 francs par rapport à l'exercice antérieur : conséquence de la loi du 3 juin 1920, portant revision des pensions par suite du relèvement des traitements.

g) Les pensions du Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes — soit 14,000,000 de francs — devraient incomber à la régie, comme il est indiqué à l'Annexe II du budget général.

t) Une rente de 12,351,600 francs portée à l'article 63 du budget des Voies et Moyens correspond à la part des provinces et des communes dans le paiement des fonctions des instituteurs communaux, dont l'État fait l'avance.

ART. 41. — *Subsides aux Caisses de pensions en exécution de la loi du 3 juin 1920 portant revision des pensions. Remboursement des avances faites pendant l'année 1920* : 26,300,000 de francs.

En vertu de l'article 6 de la loi du 3 juin 1920, les Caisses de pensions mentionnées à l'article 3 de la même loi paieront à leurs pensionnaires les augmentations de pensions résultant de la revision de celles-ci ; l'État les en indemnise par voie de subsides.

En conséquence, les crédits nécessaires pour rembourser aux Caisses les avances faites par elles pour le compte de l'Etat pendant chaque année, sont portés au Budget de l'année suivante.

Le crédit de 1921, destiné au remboursement des avances de l'espèce faites en 1920, n'a pu être établi, d'après les données fournies par les Caisses à l'époque de la formation du budget, que d'une manière approximative; c'est pourquoi ce crédit est rendu non limitatif.

**Charges de la Dette publique inscrites au tableau des dépenses
extraordinaires.**

1. Intérêts et frais des Bons du Trésor émis en vue de la restauration monétaire	fr. 152,100,000
2. Frais divers résultant du retrait des monnaies allemandes circulant en Belgique	. 25,000
3. Bonification à la Banque Nationale de Belgique	8,430,000
TOTAL	fr. 160,555,000

Aux questions posées relativement à ces trois articles, M. le Ministre des Finances a répondu dans les termes suivants :

MONSIEUR LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL,

Par votre lettre du 11 mars, vous m'avez demandé des renseignements sur l'état des pourparlers engagés pour la reprise, par l'Allemagne, des monnaies allemandes qui se trouvent en possession de l'Etat belge, par suite de l'opération d'échange avenue en 1918.

M. le représentant Van Remoortel ayant posé une question sur le même sujet, je ne crois pouvoir mieux faire qu'en vous adressant, ci-joint, copie de la réponse que j'ai envoyée à la publication. Je n'ai pas ajouté — car ma réponse aurait dépassé la question posée — que des échanges de vues ont eu lieu à plusieurs reprises entre les représentants du Gouvernement allemand et du Gouvernement belge, celui-ci demandant l'exécution soit de la convention telle qu'elle a été conclue, soit d'autres clauses acceptables, équivalant à celles de la dite convention. — Ces échanges de vues n'ont pas abouti.

En réponse à votre seconde question, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la reprise des marks en circulation des cantons d'Eupen et de Malmédy a produit 108 millions de marks. Mais il est à noter que ce retrait s'est effectué pour le compte des communes de ces territoires; les marks retirés de la circulation n'ont donc pas accru l'avoir en marks de l'Etat; ils appartiennent aux municipalités et sont placés pour leur compte en attendant le moment favorable de les réaliser en vue du remboursement au Trésor des francs contre lesquels ils ont été échangés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Rapporteur général, l'assurance de ma considération très distinguée.

THEUNIS.

Réponse à la question posée par le Représentant Van Remoortel.

Le gouvernement belge, représenté par M. le Premier Ministre Delacroix, a conclu le 23 décembre 1919, une convention avec le gouvernement allemand, représenté par M. le Ministre Erzberger.

La portée de cette convention est indiquée dans l'exposé des motifs du projet de loi autorisant le gouvernement belge à émettre un emprunt de 5 milliards de francs, document parlementaire n° 40, séance du 13 janvier 1920.

Il n'existe aucun rapport entre cet accord et la question de la liquidation des biens ennemis.

Cet accord est une convention définitive signée par les représentants officiels des deux gouvernements. Mais le gouvernement allemand a prétendu dans la suite que M. Erzberger n'avait pas pouvoir pour s'engager, et que la convention, pour être opérante, devait être ratifiée par le Parlement allemand. Cette ratification n'a pas eu lieu.

Charges de la Dette publique portées au tableau des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix :

- | | |
|---|-------------|
| 1. Intérêts et frais de la Dette interprovinciale dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la Nation belge fr. | 107,830.000 |
| 2. Intérêt à 5 % des titres délivrés ou à délivrer du chef de la réparation des dommages de guerre et frais accessoires. (<i>Crédits non limitatif</i>) | 250,000,000 |

Le montant des titres émis actuellement ne comporte qu'une dépense de 70 millions environ pour paiements d'intérêts. Mais, outre que l'émission de nouveaux titres se poursuit continuellement, il ne faut pas oublier que, en vertu de l'article 50 de la loi du 10 mai 1919, les intérêts courent, sur la dette de réparation, à partir du 1^{er} janvier 1920, même en l'absence de toute création de titre. Interrogé sur le montant probable des indemnités à payer le Gouvernement s'est déclaré hors d'état de répondre avec quelque précision. Toutefois les données que l'on possède font prévoir que la charge d'intérêts dépasse de beaucoup le chiffre prévu ci-dessus.

- | | |
|--|--|
| 3. Annuité à payer par quart, jusqu'en 1985 inclusivement, à la Société de Crédit communal de Belgique, du chef d'emprunts émis par elle en représentation des prêts | |
|--|--|

A REPORTER. . . . fr. 357,830,000

REPORT. . fr. 357,830,000

qu'elle a consentis aux communes pour le paiement des dépenses dérivant de la guerre et incombant à l'Etat . 26,250,000

Malgré cette intervention de l'État, les finances d'un grand nombre de communes demeurent à ce point obérées qu'on ne voit pas la possibilité d'équilibrer les budgets à l'aide des seules ressources locales. Dans plusieurs sections, l'on a demandé que l'État prenne à sa charge les dettes des communes. Sans recommander une mesure aussi radicale, qui aurait l'inconvénient de faire supporter par l'État les dépenses excessives de certaines communes, la Commission du budget insiste pour que des moyens de trésorerie soient créés en vue de réaliser les titres délivrés aux communes pour dommages de guerre.

4. Pensions militaires allouées en vertu de la loi du 23 novembre 1919. (*Crédit non limitatif*) fr. 54,440,000

Il s'agit des « pensions aux victimes de la guerre et aux personnes dont ces victimes étaient le soutien », mises à la charge de l'Allemagne par les dispositions de l'Annexe I 5° de la Partie VIII du Traité de Versailles.

5. Allocations annuelles accordées aux victimes civiles de la guerre. (*Crédit non limitatif*) fr. 8,000,000

Total des charges inscrite dans le tableau. fr. 446,524,000

Il convient d'ajouter que, parmi les charges de dettes inscrites au budget ordinaire, il en est qui doivent, en vertu des stipulations du Traité de Paix, incomber en définitive à l'Allemagne. C'est la part de ces charges qui correspond aux capitaux absorbés par les réparations, en d'autres termes, aux avances que l'État belge a dû faire pour réparer les dommages faits au domaine public ou aux biens privés.

Lorsque le paiement de l'indemnité de guerre sera régularisé, il y aura lieu de combiner, avec les annuités à recevoir, l'amortissement de la part de notre dette publique qui correspond aux réparations.

Au lendemain de l'Armistice, la Belgique devait aux Alliés le montant de ses dépenses de guerre (soit 4,810 millions, en comptant au pair les monnaies étrangères); dette qui fut mise à charge de l'Allemagne par l'article 232 du Traité. Le gouvernement allemand prit l'engagement de faire immédiatement une émission correspondante de bons spéciaux au porteur, payables au plus tard, le 1^{er} mai 1926.

Quelle suite fut donnée à cet engagement?

A cette question, M. le Ministre des Finances a répondu dans les termes suivants :

Les bons spéciaux du Trésor allemand payables au porteur en marks-or le 1^{er} mai 1926 ou le 1^{er} mai de toute année antérieure à cette date, qui doivent être émis par le gouvernement allemand, en vertu du paragraphe 3 de l'article 232, n'ont pas encore été remis à la Commission des Réparations.

En raison des difficultés très grandes que rencontrent les trésoreries pour établir définitivement leurs comptes de guerre et des questions très complexes soulevées par l'interprétation du texte de l'article 232, la Commission n'a pas encore été à même de fixer le montant des sommes empruntées par la Belgique aux gouvernements alliés et associés jusqu'au 11 novembre, y compris l'intérêt à 5 %.

Les difficultés rencontrées dans la fixation de la Dette sont de deux natures : les unes sont relatives à la signification et à la portée exactes à attribuer aux mots « sommes empruntées » ; les autres, sont relatives au change suivant lequel doit être fait le calcul des dites sommes.

Le Service financier de la Commission des Réparations a consacré de nombreuses séances à la discussion des questions soulevées ; l'accord s'est établi sur un assez grand nombre de points, mais il faudra quelque temps encore avant que la Commission des Réparations, mise en possession de tous les documents-comptables nécessaires, tranche finalement cette question.

* * *

En conclusion, la Section centrale vous propose, Messieurs, d'approuver le Budget de la Dette publique.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE

NOTE

concernant la rente due par la Belgique au prince de Waterloo.

Un arrêté du Roi des Pays-Bas, en date du 18 juillet 1815, a conféré à Arthur Wellesley, duc de Wellington, le titre de Prince de Waterloo, ce titre étant transmissible par succession à sa descendance masculine, par ordre de primogéniture.

Un autre arrêté, du 29 septembre 1815, a attaché au titre de prince de Waterloo une dotation d'un revenu annuel d'environ 20,000 florins de Hollande, pour être possédée irrévocablement et à perpétuité par le Prince de Waterloo et ses descendants légitimes.

Différents bois dominiaux situés en Belgique, entre Nivelles et les Quatre-Bras, et désignées dans ledit arrêté ont été affectés à cette dotation.

Le Prince de Waterloo a été autorisé par arrêté royal du 3 juin 1817 à défricher ces bois sous certaines conditions. Le produit de la vente des arbres devait notamment être employé, dans un délai à fixer, en acquisitions de biens-fonds ou en inscriptions au Grand-Livre de la Dette active, et ces biens-fonds ou inscriptions devaient être réunis à la dotation.

A l'époque de la révolution de 1830, les rentes inscrites au nom du Prince de Waterloo au Grand-Livre de la Dette néerlandaise furent comprises dans la part de cette dette mise à la charge de la Belgique par le traité des XXIV articles.

En 1871, le montant annuel total des inscriptions existantes en dettes à 2 1/2 %, à 3 %, Première série et à 4 1/2 %, était de fr. 80,106.14, correspondant à un capital nominal de fr. 2,339,692.00.

En vertu d'une convention intervenue le 7 juin 1872 entre le Gouvernement belge et le Prince de Waterloo, ces inscriptions furent annulées et remplacées par une seule inscription de fr. 80,106.14, portée sous le n° 3 au Grand-Livre des rentes sans expression de capital, et dont les arrérages étaient payables à Bruxelles en deux termes égaux le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre. Elle était libellée comme il suit : « Wellington (Sa Grâce Arthur-Richard ¹⁾, duc de) Prince de Waterloo ».

(1) Arthur Wellesley, duc de Wellington est décédé en 1852; la propriété de la dotation a été recueillie successivement par Arthur-Richard, duc de Wellington (décédé en 1884), par Henry-Wellesley, duc de Wellington (décédé en 1900) et par Arthur-Charles Wellesley, duc de Wellington (titulaire actuel).

Aux termes de cette convention, « seront inscrites de même les rentes qui » seraient ultérieurement acquises par Sa Grâce le Prince de Waterloo en » exécution de l'arrêté royal du 3 juin 1817 ».

Par application de cette disposition, trois rentes ont été inscrites ultérieurement audit Grand-Livre, en représentation du prix de vente de terrains dont l'emprise a été nécessitée par la construction de chemins de fer, savoir :

1° N° 4, rente	fr. 492. »
2° N° 5, id.	35.89
3° N° 6, id.	3.47

Des diverses inscriptions dont il s'agit ci-dessus ont été réunies, avec la jouissance du 1^{er} novembre 1909, en fr. 80,637.50, prise sous le n° 7, au Grand-Livre des rentes sans expression de capital, au nom de « Wellington (Sa Grâce Arthur-Charles Wellesley, duc de) Prince de Waterloo ».

Cette rente est émargée de la mention suivante : « Cette rente inaliénable dont » les arrérages seront payés le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre fait partie de la dotation » du Prince de Waterloo, en vertu de l'arrêté du 18 juillet 1815, de la loi du » 29 septembre suivant et conformément à l'arrêté royal du 3 juin 1817 ».

Le crédit nécessaire au paiement de la rente dont il s'agit est inscrit annuellement à l'article 2 du Budget de la Dette publique.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ⁽¹⁾.

Tabel I. — Openbare Schuld.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **HOUTART**.

MIJNE HEEREN,

Wij stellen u voor, de Begrooting der Openbare Schuld ongewijzigd goed te keuren.

Het onderzoek van deze soort uitgaven is enkel een werk van statistiek; dat werk is echter niet zonder nut in zake de besluiten welke wij te nemen hebben. Immers, het toont de bezwaarlijke gevolgen van het gebrek aan evenwicht tusschen de gewone ontvangsten en uitgaven, van de samengehoopte tekorten in de Staatsbedrijven en van de overdrijving in de buitengewone uitgaven. Uit dit alles vloeien bestendige lasten voort, die op verscheidene geslachten zullen drukken en voor een lang tijdsbestek den algemeenen economischen toestand van het land zullen bezwaren.

Alvorens de artikelen dezer Begrooting een voor een na te gaan, willen wij een oogslag werpen op den toestand der Openbare Schuld, zooals men dien op 31 December 1920, in hoofdsom en in lasten, heeft kunnen vaststellen.

⁽¹⁾ Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

Voorstel van besluit, n° 262.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

(a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

OPENBARE SCHULD. — Toestand

	HOOFDSOMMEN		
	HOOFDSOMMEN BETAALBAAR		
	in Frankrijk.	in Engeland.	in Duitschland.
A. — Gevestigde schuld.			
a) <i>Binnenlandsche.</i>			
Schuld 2 ½ o/o.	»	»	»
Schuld 3 o/o, 1 ^e reeks.	»	»	»
Schuld 3 o/o, 2 ^e reeks.	»	»	»
Schuld 3 o/o, 3 ^e reeks.	»	»	»
Krijgsdienstbaarheden 3 o/o	»	»	»
Schuld 5 o/o voor 's Lands Herstel	»	»	»
Premie leening 5 o/o, van 1920	»	»	»
TOTALEN . . . fr.	»	»	»
b) <i>Buitenlandsche.</i>			
Schuld 3 o/o, 4 ^e reeks	»	9,478,080 »	»
Fransche obligatiën voor 's Lands Verdediging afgeleverd in ruiling van tijdens den oorlog vervallen Schatkistbons	56,254,200 »	»	»
Leening 7 ½ o/o aan de Vereenigde Staten.	»	»	50,000,000 »
TOTALEN . . . fr.	56,254,200 »	9,478,080 »	50,000,000 »
B. — Vlottende schuld.			
a) <i>Binnenlandsche.</i>			
Gewone en gediscoteerde Schatkistbons	»	»	»
Schatkistbons voor het Muntherstel	»	»	»
Interprovinciale kasbons	»	»	»
TOTALEN . . . fr.	»	»	»

op 31. December 1920.

		LASTEN.		Aanmerkingen.
Belgische franks en vreemde munten al pari berekend.	Belgische franks en vreemde munten berekend tegen den koers van 31. December 1920.	Artikelen der Begroo-ting.	Bedrag per artikel der Begroo-ting.	
219,959,631 74	219,959,631 74	1	5,498,990 78	Last van fr. 3.30% op een kapitaal van 1,500,000 frank, in 1920 uitgegeven.
507,103,875 "	507,103,875 "	5	17,885,510 76	
		12	50,000 "	
2,817,282,182 22	2,817,282,182 22	6	99,023,571 30	
239,232,200 "	239,232,200 "	7	8,511,657 "	
1,689,249 13	1,689,249 13	35	9,685 49	Last van fr. 5.50 % op een kapitaal van 1,559,637,200 frank, op 31 December 1919 uitgegeven.
		36	40,991 40	
1,615,559,800 "	1,615,559,800 "	9	85,780,016 "	
		12	5,480,000 "	
2,346,000,000 "	2,346,000,000 "	10	136,431,250 "	Begroo-ting van den last van fr. 5.50 % op een kapitaal van 100,000,000 fr. in 1920 en in 1921 uitgegeven of uit te geven, hetzij krachtens het Koninklijk besluit van 6 September 1910, hetzij ter betaling van de achterstallen van jaarwedden.
7,746,826,938 09	7,746,826,938 09		358,711,702 73	De last van interest en delging is berekend op het kapitaal van 2,500,000,000 frank, krachtens het Koninklijk besluit van 17 Januari 1920.
239,037,177 60	539,539,704 "	8	17,382,188 93	Last van interest en delging, te weten £ 689,222, 8 berekend al pari van 52.22 per £.
		38	14,200,000 "	
			60,000 "	
56,254,200 "	53,596,189 05	13	2,812,710 "	Wisselverschil, berekend volgens den koers der rente op de markt van Londen en den koers van het £.
259,000,000 "	798,750,000 "	14	89,625,000 "	
554,291,377 60	1,391,885,893 05		124,079,898 93	Bank-commissieloon.
2,148,508,000 "	2,148,508,000 "	12	102,000,000 "	Last van interest en van delging, te weten \$ 5,975,000 berekend tegen 15 frank per dollar.
3,040,342,700 "	3,040,342,700 "	1	152,100,000 "	
2,347,800,000 "	2,347,800,000 "	1	107,830,000 "	
7,536,650,700 "	7,536,650,700 "		361,930,000 "	

OPENBARE SCHULD. — Toestand

	HOOFDSOMMEN		
	HOOFDSOMMEN BETAALBAAR		
	in Frankrijk.	in Engeland.	in Duitsland.
(b) <i>Buitenlandsche.</i>			
Engelsche credieten voor 's lands herstel	»	7,150,000 »	»
Regeering der Vereenigde Staten (aankoop van de Amerikaansche stocks).	»	»	27,588,581 14
Regeering der Vereenigde Staten (aankoop van bevroren vleesch en vervoer).	»	»	1,663,403 41
Regeering van Canada (aankoop van paarden en muilpaarden)	»	930,480 »	»
Regeering van Canada (crediet)	»	»	1,875,000 »
Grain Corporation	»	»	12,000,000 »
Schatkistbons Guaranty Trust en J.-P. Morgan.	»	»	18,000,000 »
Aankoop van Amerikaansche locomotieven.	»	»	8,296,500 »
Betaling van de Armstronglocomotieven	»	1,380,000 »	»
Betaling van de waterwerken op de Boven-Schelde	»	5,381 12,0	»
TOTALEN. fr.	»	9,465,831 12,0	70,023,486 55
C. — Onrechtstreeksche schuld.			
Kapitaliseering van de annuïteiten verschuldigd voor den aankoop der spoorwegen	»	»	»
Annuïteiten aan het Gemeentecrediet voor de schulden der gemeenten	»	»	»
TOTALEN fr.	»	»	»
D. — Titel 5 %/ « Oorlogsschade ».	»	»	»
E. — Voorschotten van de geallieerde mogendheden sedert den wapenstilstand.			
Frankrijk	191,305,866 53	»	»
Engeland	»	7,603,254 11,5	»
Vereenigde Staten	»	»	177,424,467 89
TOTALEN. fr.	191,305,866 53	7,603,254 11,5	177,424,467 89
F. — Voorschotten van de Nationale Bank			
Overeenkomst van 29 Juli 1919 betreffende het intrekken van het Duitsche geld	»	»	»
ALGEMEENE TOTALEN fr.	247,560,066 53	26,547,166 03,5	297,447,954 44

op 31 December 1920 (vervolg).

			LASTEN.		Aanmerkingen.
	Belgische franks en vreemde munten al pari berekend.	Belgische franks en vreemde munten berekend tegen den koers van 31 December 1920.	Artikelen der Begroo- ting.	Bedrag per artikel van de Begrooting.	
	180,323,000 »	497,013,750 »	12	23,260,000 »	
	142,908,850 30	440,727,583 71	12	19,315,000 »	
	8,616,440 03	26,572,901 42	12	1,890,000 »	
	23,466,705 60	52,967,574 »	12	2,326,000 »	
	9,712,500 »	29,953,125 »	12	1,425,000 »	
	62,160,000 »	191,700,000 »	12	11,140,000 »	
	96,348,000 »	297,135,000 »	12	15,570,000 »	
	42,975,870 »	132,536,587 50	12	7,160,000 »	
	34,803,600 »	78,556,500 »	12	5,200,000 »	
	134,967 35	304,639 83	12	»	
	601,449,933 28	1,657,467,661 46		87,386,000 »	
	307,724,251 54	307,724,251 54	15 à 32	16,346,747 19	
	500,000,000 »	500,000,000 »		26,250,000 »	
	807,724,251 54	807,724,251 54		42,596,747 19	
	1,187,879,800 »	1,187,879,800 »	2	250,000,000 »	Tabel XVIII. — Terugvorderbare uit- gaven.
	191,305,866 53	182,266,664 34		»	
	191,754,080 28	432,815,266 44		»	
	919,058,743 67	2,834,355,874 54		»	
	4,302,118,690 48	3,449,437,805 32		»	
	5,500,000,000 »	5,500,000,000 »	3 Tableau XVII.	8,430,000 »	Tabel XVII. — Buitengewone uit- gaven.
	25,236,941,690 99	29,277,873,049 46		1,216,787,601 66	

Eene gewichtige opmerking dient hier te worden geplaatst. Zooals men ziet in hoogerstaande tabel, vormen de verschillende punten van de Buitenlandsche Schuld, wanneer men de waarde der vreemde munten berekent tegen den koers van 31 December 1920, een totaal van :

Gevestigde schuld	fr. 1,391,885,893 05
Vlottende schuld	1,637,467,661 46
Voorschotten van de Geallieerden sedert den wapenstilstand	3,449,437,805 32
TOTAAL	fr. 6,498,691,359 83

Brengt men echter deze sommen aan pari, dan is het totaal slechts :

Gevestigde schuld	fr. 554,291,377 60
Vlottende schuld	601,449,933 28
Voorschotten van de Geallieerden sedert den wapenstilstand	1,302,118,690 40
TOTAAL	fr. 2,457,860,001 36

Verschil : fr. 4,040,931,358.47, met aftrek waarvan het geheele bedrag van de Openbare Schuld beloopt tot fr. 25,236,941,690.99.

De lasten van de Schuld zijn verdeeld over drie tabellen van de Algemeene Begrooting.

Zij komen voor :

In tabel I (gewone uitgaven) voor	fr. 927,554,336 35
In tabel XVII (buitengewone uitgaven) voor	160,555,000 »
In tabel XVIII (terugvorderbare uitgaven krachtens de vadersdragen) voor	446,524,000 »
TOTAAL	fr. 1,534,633,336 35

Merken wij aan, dat dit laatste cijfer niet bevat de delging van de Vlottende Schuld, noch deze van de titels afgeleverd voor oorlogsschade, noch eenigen last voortvloeiend uit de voorschotten van de Geallieerden. Wat de debet-rekening van de Nationale Bank betreft, drukt deze op de Begrooting slechts voor eene uitkeering van 8,450,000 frank (tabel XVII, art. 3). Moest men op normale wijze den dienst van al deze schulden verzekeren, dan zou de annuïteit 2 milliard bereiken.

Laten wij eerst de credieten nagaan, uitgetrokken als *gewone* uitgaven. De artikelen 1-8 betreffen den dienst der schulden van vóór den oorlog. Hierna vindt men de regelen, volgens welke de delging van deze leeningen geschiedt.

ART. 1. — Schuld 2 $\frac{1}{2}$ %.

Voor de aflossing van deze schuld is er geene dotatie bestemd; maar de aflossingsfondsen der schulden 3 %, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} reeksen, die gedurende

een geheel halfjaar zouden gebruik blijven wegens de koersen boven pari, kunnen dienen voor den afkoop der schuld $2\frac{1}{2}\%$. Tot hiertoe werd daarvan geen gebruik gemaakt.

Art. 2. — *Renten van de inschrijving op het Grootboek op naam van Z. D. den Prins van Waterloo* : fr. 80,637.50.

Daar eene vraag dienaangaande werd gesteld, geven wij in de bijlage de geschiedkundige redenen aan, die dit crediet bilijken.

Art. 5 tot 7. — *Schulden 3 t. h., 1^e, 2^e en 3^e reeksen.*

Deze artikelen dragen de lasten van intrest en aflossing der kapitalen *uitgegeven* op 31 December van het voorlaatste jaar; de lasten met betrekking op de uitgegeven of nog uit te geven kapitalen gedurende het jaar van de begrooting en het jaar daarvóór staan onder artikel 12.

Deze verdeling van credieten werd sedert talrijke jaren aangenomen om bij elk der artikelen 5 tot 7 de nauwkeurige en op een zelfden datum vastgestelde cijfers te kunnen vermelden, die overeenstemmen met de bij het opmaken der begrooting gekende uitgiften; men kan inderdaad op dit oogenblik de kapitalen niet kennen, waarvan de uitgifte gedurende de twee jaar zal geschieden.

Eene jaarlijksche dotatie van 30 centiem voor 100 frank nominaal *uitgegeven* kapitaal wordt besteed aan de aflossing van die schulden. Daarbij komen de interesten der vroeger afgeloste kapitalen.

Deze dotatie komt dus overeen met eene *bestendige jaarsom* van 3.30 t. h. voor den dienst der interesten en der aflossing van het *oorspronkelijk uitgegeven kapitaal*; zooals blijkt uit de tabel in bijlage II, kan aldus het kapitaal in 81 jaar worden afgelost, in de onderstelling dat de afkoop al pari geschiedt.

De dotatie van 30 centiemen t. h. en de interesten der afgeloste kapitalen worden, op den vervaldag van elk halfjaar, ter beschikking gesteld van de Aflossingskas om door deze besteed te worden aan den aankoop van titels op de Beurs tegen den prijs van den dag.

Is deze hooger dan pari, dan wordt de werking van de aflossing geschorst en de sommen, die een gansch halfjaar ongebruikt bleven, worden door de Aflossingskas overgebracht op de Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven; zij kunnen ook besteed worden aan den afkoop van de schuld aan $2\frac{1}{2}$ t. h.

Eene bijkomende dotatie van 3.30 t. h. van het totaal der aldus op gezegde Begrooting overgedragen sommen werd ingesteld bij de wet van 24 April 1902; maar deze bepaling moest vóór den oorlog niet worden toegepast, daar de aflossingsfondsen steeds konden dienen voor den afkoop der titels.

Zooals eene nota het aangeeft in de uiteenzetting van tabel I der Begrooting van 1921 (art. 5 tot 7), stelt de Regeering voor, de bijkomende dotatie van 3.30 t. h. niet toepasselijk te maken op het aandeel der aflossingsfondsen van den oorlogstijd, dat ter beschikking van de Aflossingskas werd gesteld na den wapenstilstand, niet kon dienen voor den afkoop der titels en bij de als buitengewone ontvangst werd gestort.

Opgemerkt dient dat de werking van de aflossing bespoedigd wordt in verhouding tot het dalen der rente en dat aldus de delging der uitgegeven kapitalen binnen een veel korteren tijd zal geschieden dan de 84 jaar, in de theoretische tabel vermeld.

ART. 8. — *Schuld 3 t. h., 4^e reeks.*

De lasten van interest en aflossing der schuld 3 t. h., 4^e reeks, voorkomend onder artikel 8, bedragen :

- a) De in 1921 op het in omloop zijnde kapitaal te betalen interesten ;
- b) De dotatie op de aflossingstabel voorzien, voor de titels op 3 Februari 1922 aflosbaar.

De afkopen voor de aflossing op dien datum moeten in het jaar 1921 geschieden; de noodige dotatie moet dus in 1921 ter beschikking van de Aflossingskas worden gesteld; bij niet afkoop der af te lossen titels dient er tot hunne uitloting te worden overgegaan in de eerste helft van Januari 1922, daar de uitgelote titels uitkeerbaar zijn op 3 Februari daaropvolgende.

De lasten, bij artikel 8 voorzien, zijn berekend *al pari* van fr. 25.22 per pond sterling en het mogelijk verschil met den wisselkoers wordt aangerekend op artikel 38.

Deze schuld, in 1914 uitgegeven, is aflosbaar in 25 jaar, overeenkomstig de model-aflossingstabel gevoegd bij het Koninklijk besluit van 2 Februari 1914.

ART. 9. — *Schuld 5 t. h. der Nationale Herstelling.*

Zelfde opmerking als voor de schulden 3 t. h., 1^e, 2^e en 3^e reeksen.

De last der in 1920 en 1921 uitgegeven of uit te geven kapitalen, hetzij uit hoofde van afstand door het Departement van Financiën of voor de betaling in titels van achterstallige wedden, enz., der Staatsbeambten is aangerekend op artikel 12.

Het aflossingsstelsel van deze schuld is hetzelfde als dit der schulden 3 t. h., 1^e, 2^e en 3^e reeksen.

De jaarlijksche aflossingsdotatie is 50 centiem voor elke 100 frank nominaal uitgegeven kapitaal en daarbij komen de interesten der afgeloste kapitalen. Zij staat gelijk met eene bestendige jaarsom van 5.50 t. h. voor den dienst der interesten en de aflossing, zoodat in 49 jaar (zie tabel B) het uitgegeven kapitaal afgelost is.

Er mag overgegaan worden tot de vervroegde uitkeering der obligatiën, *al pari* van hunne nominale waarde, vanaf 1 Juni 1934.

Binnenlandsche premieleening 5 t. h.

De leening is delgbaar in 75 jaar, door uitloting, en de uitgelote titels zijn uitkeerbaar met eene premie van 50 t. h. van hunne nominale waarde overeenkomstig de model-aflossingstabel gevoegd bij het Koninklijk besluit van 10 Januari 1920.

De Regeering heeft zich het recht voorbehouden bij voorbaat, vanaf 15 Mei 1940, al de in omloop zijnde obligatiën uit te keeren; in dit geval, zullen de obligatiën worden uitgekeerd tegen een som bedragende de nominale waarde vermeerderd met de gemiddelde waarde der premien op 5 t. h. teruggebracht op den datum bepaald voor de vervroegde uitbetaling.

ART. 11. — *Leening 7 1/2 t. h. van s 50,000,000 : 89,625,000 frank.*

Deze leening, in 1920 in de Vereenigde Staten uitgegeven, is in 25 jaar aflosbaar, met premie van 15 t. h. van de nominale waarde, bij uitloting. Eene vaste som van s 2,300,000 moet jaarlijks besteed worden aan de aflossing van een nominaal kapitaal van s 2,000,000.

Het crediet is berekend op den voet van 15 frank per dollar, terwijl de tegenwoordige wisselkoers niet meer dan 12 frank bedraagt.

ART. 12. — *Interest, aflossing en kosten van de geleende of te leenen kapitalen gedurende de jaren 1920 en 1921 : 300,000,000 frank.*

Crediet dat nader dient toegelicht gezien de herhaling, het bedrag en de verscheidenheid der leeningen.

Wij geven thans de raming der uitgaven onder dit artikel begrepen, zooals die op den datum van 7 Maart 1921 konden vastgesteld worden.

A. — BESLISTE UITGAVEN.

<i>Leening aan 3 1/2 t. h. uitgegeven in 1920 : 3.30 t. h. op</i>	
1,500,000 frank	50,000

Leening aan 5 t. h. van 's Lands Herstel.

Overdrachten van 1920 en 1921 (Koninklijk besluit van 16 September 1921)	fr. 14,186,000
--	----------------

Achterstallen van jaarwedden,
enz :

Uitgegeven kapitaal	fr. 68,200,000
-------------------------------	----------------

Af te trekken :

Kapitaal waarvan de lasten onder artikel 9 zijn vermeld	15,012,600	
Blijft		53,187,300

Last aan 5.50 t. h. op	fr. 67,373,400	3,700,000
Gewone Schatkistbons (uitgaven in 1921 vervallende)		17,694,850

OVER TE DRAGEN	fr. 21,444,850
--------------------------	----------------

OVERDRACHT . . fr. 21,444,850

Schatkistbons in den vreemde uitgegeven.

Guaranty Trust-bons	}	interesten 6 % . .	s 1,116,000
\$ 18,600,000		onkosten	2,800
Aankoop van Amerikaanse stocks . .	27,588,581 ¹⁴ ,	interesten 5 % . .	1,379,430
Aankoop van bevroren vleesch (vervoer) .	330,035 ⁵³ ,	id. 5 %	16,500
Canadeesche credieten	1,875,000,	id. 5½ %	103,125
Grain Corporation .	12,000,000,	id. 7 %	795,620
Aankoop van Amerikaanse locomotieven	8,552,670 ⁴⁴ ,	id. 6 %	513,160
			<u>\$ 3,926,635</u>
te weten in Belgische franks aan 14 frank per dollar			54,975,000
Ransomes and Rappier-bons (waterwerken)	£ 6,200,	interesten 6 % £ 374:12:0, te weten	20,000
Aankoop van Canadeesche paarden . .	£ 930,480,	interesten 5 % . .	£ 46,524
Armstrongbons	1,380,000,	id. 7½ %	104,000
Bons van 's Lands herstel	7,350,000	}	interesten 5 % . . 367,500
			zegel 14,700
		TOTAAL	£ 532,724
hetzij op voet van 50 frank per pond sterling			fr. 26,636,200 ✓

Leening van 30,000,000 dollars (contract van 21 Januari 1921).

Delging : trimesters op 1 Mei, 1 Augustus en 1 November 1921, hetzij s 403,125 × 3	s 1,209,375
Interest 8 % : semester op 1 Augustus 1921, hetzij 4 % op 30,000,000 — 403,125	1,183,375
	<u>TOTAAL</u>
	s 2,392,750
hetzij in Belgische franks op voet van 14 frank per dollar . .	fr. 33,498,500
A. — Besliste uitgaven.	<u>fr. 136,574,550</u>

B. — TE RAMEN UITGAVEN.

Schuld aan 5 t. h. van 's Lands Herstel.

Achterstand van wedden :

Nieuwe uitgaven 10,000,000 frank. Last op voet van
fr. 5.50 t. h. fr. 550,000

Gedisconteerde Schatkistbons.

Interest aan 5 t. h. op een kapitaal in omloop van 3,000,000,000
frank fr. 150,000,000
Commissie : 2 maal 1/2 t. h. op hetzelfde kapitaal 3,000,000

Schatkistbons uit te geven in het buitenland.

Bons van 's Lands Herstel :

Uit te geven saldo £ 1,650,000
Interest aan 5 t. h. £ 82,500
Zegel 3,300
TOTAAL . . . £ 85,800
hetzij op voet van 50 frank per pond sterling fr. 4,290,000
Over te brengen . . fr. 157,840,000

Ransomes-bons (waterwerken aan de Boven-Schelde) :

Interest 6 t. h. op 24,000 pond sterling . . . £ 1,440
Interest 7 t. h. op 15,000 pond sterling 1,050
TE ZAMEN . . . £ 2,490
hetzij aan den koers van 50 frank per pond fr. 124,500
B. — Te ramen uitgaven . . . fr. 157,964,500

Overzicht.

A. — Besliste uitgaven fr: 136,574,550
B. — Te ramen uitgaven 157,840,000
TE ZAMEN . . . fr. 294,414,550

N. B. — Het verschil tusschen de geraamde uitgaven op de Algemeene Begrotingen voor de dienstjaren 1919, 1920 en 1921 en de ontvangsten voor dezelfde dienstjaren moet gedekt worden door middel van credietverrichtingen.

De gevestigde leeningen en de Schatkistbons sedert den wapenstilstand in België en in het buitenland uitgegeven hebben gedeeltelijk de vereischte

middelen verschaft om dit verschil te dekken; het bedrag van het deel dat door de leening nog niet is gedekt, kan niet worden bepaald.

Het is dus niet mogelijk te schatten hoeveel de leeningen nog moeten bedragen om de uitgaven en de ontvangsten der drie dienstjaren 1919, 1920 en 1921 te doen sluiten, noch te berekenen welke som uit hoofde van deze leeningen op de Begrooting voor 1921 moet worden uitgetrokken.

De Begrooting voor 1921 voorziet geene uitgaven van interest en aflossing wegens de Premie-leening van een milliard frank, uitgegeven door het Verbond der cooperatieven voor oorlogsschade.

Immers de interesten daarvan zijn jaarlijks betaalbaar en voor de eerste maal den 10^e Januari 1922; de winnende titels in 1921 zijn betaalbaar op denzelfden datum; de vereischte annuïteit zal dus voorkomen op de Begrooting voor 1922.

De uitgaven van materieel en onderscheidene drukkosten, in 1921 voor den dienst van deze leening vereischt, worden uitgetrokken op het krediet van artikel 38.

De Begrootingscommissie heeft gevraagd op welke machtiging de Thesaurie steunt om deze leeningen uit te geven.

De Minister van Financiën heeft daarop de volgende inlichtingen verstrekt :

De uitgifte van Schatkistbons geschiedt ter uitvoering en binnen de grenzen van de machtigingen tot leening aan de Regeering door de Wetgeving geschenken.

De Regeering beschikt te dien einde over het gedeelte dat nog niet gedekt werd door de uitgifte van titels der Gevestigde Schuld, over de machtigingen tot leening die vóór den oorlog werden verleend, en over die welke sedert den wapenstilstand werden verkregen.

A. — MACHTIGINGEN VÓÓR DEN OORLOG VERLEEND.

Een gedeelte slechts der gevestigde leeningen die door de wetten van buitengewone uitgaven vóór den oorlog werden geoorloofd, werd tot heden uitgegeven; daar de rekeningen nog niet werden gesloten, kan het bedrag der uit dien hoofde nog uit te geven leeningen niet bepaald worden vastgesteld, het wordt in ronde cijfers op 730,000,000 frank geschat.

B. — MACHTIGINGEN NA DEN OORLOG VERLEEND.

Na volgende machtigingen tot leening werden sedert den wapenstilstand aan de Regeering gegeven :

Wet van 16 Maart 1919, artikel 1, houdende machtiging van uitgifte, in België en in het Buitenland van een of meer leeningen ten bedrage van een nominaal kapitaal van 3,500,000,000 frank.

Wet van 27 Februari 1920, artikel 1, houdende machtiging tot uitgifte in een of meer malen van eene leening voor een nominaal kapitaal van 5,000,000,000 frank.

Onderstaande tabel geeft de kapitalen aan, waarvan de uitgifte in gevestigde schuld na den wapenstilstand krachtens deze bepalingen geschiedde.

A. — MACHTIGINGEN VÓÓR DEN OORLOG VERLEEND.

Kapitaal uitgegeven in schuld 3 t. h., 1^e en 2^e reeksen. fr. 3,252,200

Wet van 16 Maart 1919, artikel 1, schuld 5 t. h. voor
's Lands Herstel (1) :

Kapitaal bij uitgifte ingeschreven . . fr. 1,411,126,300

Later afgestaan kapitaal 108,002,800

Amerikaansche leening 7 1/2 t. h. van

\$ 50,000,000 259,000,000

Amerikaansche leening 8 t. h. van

\$ 30,000,000 155,400,000

1,933,529,100

Wet van 27 Januari 1920, binnenlandsche leening 5 t. h.
met premie :

Kapitaal bij de uitgifte ingeschreven . fr. 2,345,000,000

Later afgestaan kapitaal 1,000,000

2,316,000,000

TOTAAL UITGEGEVEN KAPITAAL. . . . fr. 4,282,781,500

De machtigingen tot leening hierboven hernomen bedragen :

Totaal uitgegeven kapitaal fr. 4,282,781,300

a) Wetten van vóór den oorlog . . fr. 730,000,000

b) Wet van 16 Maart 1917, artikel 1 . 3,500,000,000

c) Wet van 27 Januari 1920 9,230,000,000

TOTAAL. fr. 9,230,000,000

In ronde cijfers mag dus nog uitgegeven worden . . fr. 4,947,000,000

* * *

De wetten van buitengewone uitgaven van vóór den oorlog bevatten eene bepaling die den Minister van Financiën rechtstreeks machtigt Schatkistbons uit te geven voor het bedrag eener mogelijk te sluiten leening.

Het koninklijk besluit van 29 Juni 1919, genomen in uitvoering van de wet van 16 Maart 1919, heeft den Minister van Financiën gemachtigd Schatkistbons

(1) Daarin niet begrepen het kapitaal van 39,639,500 frank en van 68.187,900 frank onderscheidenlijk uitgegeven voor den uitwisseling des Schatkistbons en voor de betaling in titels van de achterstallige wedden van Staatsbeambten, en die bij de leeningen worden gevoegd, overeenkomstig artikel 3 van de wet van 16 Maart 1919.

uit te geven voor dat deel der 3 1/2 milliarden frank dat niet door de uitgifte van gevestigde leeningen is gedekt.

Eveneens machtigt het Koninklijk besluit van 31 Augustus 1920, in uitvoering genomen van de wet van 27 Januari 1920, den Minister van Financiën Schatkistbons uit te geven voor een bedrag van het deel der 5 milliarden frank dat niet gedekt werd door de uitgifte van obligatiën der leening 5 t. h. met premie:

Deze bepalingen in hun geheel hebben voor gevolg dat de uitgifte van Schatkistbons bovengenoemd cijfer van 4,947,000,000 frank mogen bereiken.

De Schatkistbons in omloop op 19 Maart 1921 bedroegen een kapitaal van fr. 3,566,719.90, als volgt verdeeld :

<i>Binnenlandsche bons</i> : niet gedisconteerd	fr. 421,197,000 »
<i>Id.</i> gedisconteerd	2,722,357,000 »
<i>Buitenlandsche bons</i> : (tegenwaarde al pari)	423,364,717.90
TOTAAL.	fr. 3,566,918,717 95

Een merkelyk gedeelte van het vergunde saldo wordt opgeslorpt door de nog niet verreënde uitgaven van het dienstjaar 1920. Voor het dienstjaar 1921 bevat artikel 14 van het wetsontwerp der financiën eene bepaling die toelaat met nieuwe leeningen het overschot der door het Parlement gedoteerde uitgaven te dekken.

De artikelen 14 tot 34 betreffende de annuïteiten geven geen aanleiding tot aanmerkingen.

ART. 35 en 36. — *Krijgsdienstbaarheden.*

De renten, waarop de artikelen 35 en 36 van de Gewone Begrooting der Openbare Schuld betrekking hebben, werden toegekend krachtens de wetten van 2 April 1873 (oprichting der versterkte omheiningen van Antwerpen, Diest en Dendermonde en der citadellen van Luik en Namen) en van 19 Augustus 1893 (oprichting der omheiningen van Antwerpen, Luik en Namen), om aan de eigenaars van onroerende goederen rond de forten gelegen, de schade te vergoeden die zij geleden hebben uit hoofde van de waardevermindering als gevolg van de krijgsdienstbaarheden tot stand gebracht bij toepassing van het besluit-wet van 4 Februari 1815.

Dit besluit-wet verbiedt « aan eenigen persoon huizen of muren te bouwen of » te herbouwen, aanaardingen aan te leggen, kelders te maken, putten te delven » of eenig ander graafwerk te doen binnen een afstand van 100 vadem of » 1,800 voet van af het uiteinde van het meest vooruitstekend glacis der in België bestaande versterkte plaatsen ».

Deze renten bedroegen eerst fr. 42,287.83 voor de dienstbaarheden van 1873 en 45,000 frank voor die van 1893. Zij werden onderscheidenlijk verminderd op fr. 9,685.49 en fr. 40,991.40 wegens de opheffing der dienstbaarheden als gevolg van de slooping van sommige forten, namelijk die van de eerste omheining van Antwerpen, Merxem, Diest en Dendermonde.

ART. 38. — *Kosten rakende den dienst der verschillende schulden en jaarsommen, alsmede de betrekkelijk de leeningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen, door de Naamlooze Maatschappij genaamd « Lloyd Royal belge » en door den Bond der Samenwerkende Vennootschappen voor oorlogsschade. (Betaling der kroozen, aflossing, contrôle, vervaardiging, uitgifte en vernietiging van titels, enz.) (Onbepaald crediet) : 18,000,000 frank, zijnde eene vermeerdering van 3,000,000 frank.*

Naar ingewonnen inlichtingen begrijpt deze raming :

A. — DIENST DER SCHULDEN IN HET BUITENLAND :

1° *Schuld 3 %₀, 4^e reeks.*

a) Verschil van den wisselkoers, tusschen het werkelijk bedrag der betalingen en dit berekend tegen fr. 25.22.

Verplichte betalingen : interesten £ 284,348. 8. 0

Aflossing : afkoop in 1921 van het kapitaal

van 404,880 £ op 5 februari 1922 af te

lossen, zijnde tegen den koers van 60 plus

commissieloon en zegel £ 245,000. 0. 0

TE ZAMEN. £ 530,000. 0. 0

Tegenwaarde tegen den koers van 52 per £. fr. 27,560,000

Tegenwaarde tegen 25.22 aan te wijzen op

artikel 8 13,350,000

Verschil van wisselkoers, op het artikel aan te

rekenen 14,200,000

b) Commissieloon aan de heeren Baring Brs. voor de betaling

interestcoupóns : $\frac{1}{4}$ % op £ 204,000 = £ 1,210 of. . fr. 60,000

2° *Schulden 2 $\frac{1}{2}$ %₀ en 3 %₀.*

Betaling der interestkoepons bij de Gebroeders de Rothschild

te Parijs : vast commissieloon. 40,000

3° *Leening van 50,000,000 s van 1920.*

Commissieloon van $\frac{1}{4}$ % voor de betaling van interestkoepons

op s 3,675,000, zijnde s 9,000; commissieloon van $\frac{1}{15}$ %

voor aflossing op s 2,000,000, zijnde s 1,250; kosten van

trekkingen, bekendmaking van lijsten, enz. Totaal s 11,000

tegen 15 frank 165,000

OVER TE BRENGEN. . . fr. 14,465,000

OVERGEBRACHT. . . fr. 14,465,000

4° *Schatkistbons in het buitenland uitgegeven.*

Kascommissieloon voor de betaling van interestkoupens
geraamd op :

s 3,270 tegen 15 frank	fr. 50,000
£ 130 tegen 52 frank	7,000
IN RONDE CIJFERS.	<u>fr. 14,520,000</u>

B. — KOSTEN VAN DEN DIENST DER SCHULDEN IN BELGIË.

1° *Schulden 3 t. h. en 5 t. h., 's Lands Herstel.*

1 ‰ Commissieloon op het bedrag der dotatien voor aflossing, voor den
afkoop der titels, zijnde op 25,000,000 frank fr. 25,000

2° *Aflossingsregisters, drukwerk.*

Voor den dienst der onderscheidene schulden en voor den dienst
der leeningen aan de Nationale Maatschappij voor Buurtspoor-
wegen fr. 200,000

3° *Aflossingsregisters, drukwerk.*

Voor den dienst der obligatiën uitgegeven door de Naamlooze
Vennootschap Lloyd Royal Belge fr. 6,000

N. B. — De Lloyd Royal Belge stort elk jaar in de Staatskas,
ten titel van toevallige ontvangst; het bedrag der kosten van den
dienst harer obligatiën, bij overeenkomst op 6,000 frank geschat.

4° *Vernieuwing der couponbladen.*

Annuïteiten, buurtspoorwegen fr. 20,000

5° *Aanmaak der gedisconteerde Schatkistbons.*

Drukken van 500,000 bons van 5,000 frank, tegen 45 frank de
duizend; contrôle, enz. fr. 50,000

6° *Vernieuwing der Schatkistbons van Muntherstel
of van de couponbladen (2,600,000 bons).*

Papier, drukken, werken van aanmaak en visa, registers en
drukwerk fr. 350,000

TOTAAL. . . fr. 650,000

C. — KOSTEN WEGENS UITGIFTE VAN IN 1921 UIT TE GEVEN NIEUWE LEENINGEN.

Deze kosten, die den prijs van het papier en het drukken der voorloopige en definitieve titels bedragen, alsook het opdrukken van stempels en zegels van de Thesaurie en het Rekenhof, den aankoop van materieel (persen, enz.) voor het uitvoeren dezer werken, de bestelling van drukwerk voor de uitgifte, de aflossingsregisters en ander drukwerk voor den dienst der leeningen, en de uitgaven van propaganda voor deze leeningen kunnen slechts bij benadering worden aangegeven.

De uit dien hoofde in 1921 voorziene uitgaven werden op 2,800,000 frank geschat, wat het saldo is van het aangevraagde krediet.

Lasten overgenomen op littera A	fr. 14,520,000
Id. op littera B	650,000
Id. op littera C	2,800,000
In ronde cijfers	<u>fr. 18,000,000</u>

ART. 39. — *Militievergoeding* : 13,000,000 frank.

Vermindering van 3,250,000 frank op het cijfer voor 1920.

Het betreft hier nog slechts de vergoeding aan de familiën der beroepsvrijwilligers en de betaling van achterstal, daar de wet van 10 Augustus 1920 de militievergoeding heeft afgeschaft voor de sedert 1 Maart 1920 ingelijfde miliciens.

ART. 40. — *Verschillende pensioenen* : 76,368,300 frank.

Verhooging van 37,788,967 frank op het vorige dienstjaar : gevolg van de wet van 3 Juni 1920 houdende herziening der pensioenen en gevolg van de weddenverhooging.

g) De pensioenen van het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen — zijnde 14,000,000 frank — zouden ten laste van het Saatsbedrijf moeten vallen, zooals aangegeven is in Bijlage II van de algemeene begrooting.

1) Eene rente van 12,351,600 frank, vermeld bij artikel 63 van de Begrooting van 's Lands Middelen, is het aandeel van provinciën en gemeenten in de betaling van de betrekkingen van gemeenteonderwijzers, dat door den Staat wordt voorgeschoten.

ART. 41. — *Toelagen aan de Pensioenkassen in uitvoering van de wet van 3 Juni 1920 houdende herziening der pensioenen. Terugbetaling der voorschotten gedaan gedurende het jaar 1920* : 26,300,000 frank.

Krachtens artikel 6 van de wet van 3 Juni 1920, zullen de Pensioenkassen, vermeld bij artikel 3 van dezelfde wet, aan hare pensioentrekkers de pensioensverhoogingen uitbetalen die het gevolg zijn van de herziening; de Staat zal hun dit vergoeden door middel van toelagen.

Bij gevolg worden op de begrooting van het volgende jaar de kredieten gebracht die noodig zijn om aan de kassen de voorschotten terug te betalen die zij gedurende elk jaar voor de rekening van den Staat hebben gedaan.

Het krediet van 1921, bestemd voor de terugbetaling der voorschotten in specien in 1920 gedaan, kon slechts bij benadering worden bepaald volgens de gegevens door de Kassen verstrekt op het oogenblik van de opmaking van de begrooting; daarom is dit krediet onbepaald.

**Lasten der Openbare Schuld voorzien in de tabel der
buitengewone uitgaven**

1. Interesten en kosten der Schatkistbons uitgegeven met het oog op de muntherstelling	fr. 152,100,000
2. Allerlei kosten wegens het inwisselen der duitsche munt in omloop in België	25,000
3. Vergoeding aan de Nationale Bank van België	8,430,000
Te zamen.	fr. 160,555,000

Op de vragen over deze drie artikelen heeft de Minister van Financiën geantwoord als volgt :

MIJNHEER DE ALGEMEENE VERSLAGGEVER,

In uw brief van 11 Maart hebt gij mij om inlichtingen gevraagd over den stand der aangeknoopte onderhandeling voor de overname, door Duitschland, van duitsche muntwaarden in het bezit van den belgischen Staat tengevolge van de inwisseling in 1918.

Daar de heer Volksvertegenwoordiger Van Remoortel mij eene vraag over hetzelfde onderwerp heeft gesteld, meen ik niet beter te kunnen doen dan u, hierbij afschrift te zenden van het antwoord door mij ter bekendmaking gezonden. Ik heb er niet bij gevoegd- want mijn antwoord had verder gereikt dan de gestelde vraag- dat meermaals reeds gedachtenwisselingen plaats hadden tusschen vertegenwoordigers van de Deutsche Regeering en van de Belgische Regeering, en dat deze de uitvoering vroeg hetzij van de overeenkomst zooals zij gesloten was, het zij van andere aanneembare clauses die gelijkstaan niet die van gezegde overeenkomst. — Deze onderhandelingen kwamen tot geen uitslag.

In antwoord op uwe tweede vraag, heb ik de eer u te melden dat de overname van de marken in omloop in de Kantons Eupen en Malmedy, 108 miljoen mark opleverde. Opgemerkt dient echter dat deze inwisseling voor rekennig van de gemeenten dezer kreitsen geschiedde; de aan het verkeer onttrokken marken hebben dus het bezit van den Staat aan marken niet verhoogd; zij behooren aan de gemeenten en worden voor hare rekening belegd in afwachting van het gunstige oogenblik om ze te gelde te maken, met het oog op de terugbetaling aan de Schatkist van de franken waartegen zij werden ingewisseld.

Gelief, Mijnheer de Algemeene Verslaggever, de verzekering mijner bijzondere hoogachting te aanvaarden.

THEUNIS.

Antwoord op de vraag van Volksvertegenwoordiger Van Remoortel.

De Belgische Regeering, vertegenwoordigd door den Eersten Minister Delacroix, heeft op 25 December 1919 eene overeenkomst gesloten met de Duitse Regeering, vertegenwoordigd door den Minister Erzberger.

De omvang van deze overeenkomst staat aangegeven in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp houdende machtiging aan de Belgische Regeering tot uitgifte van een leening van 5 milliarden frank. (Parlementaire bescheiden, n° 40, zitting van 13 Januari 1920).

Er is geen verband tusschen deze overeenkomst en het vraagstuk van de vereffening van goederen van vijandelijke onderdanen.

Deze overeenkomst is eene definitieve door de officieele vertegenwoordigers van beide regeeringen ondertekende verbintenis. Maar de Duitse Regeering heeft later beweerd dat de heer Erzberger geen volmacht bezat om zich te verbinden en dat de overeenkomst, om van kracht te zijn, door het Duitse Parlement diende bekrachtigd. Deze bekrachtiging is niet geschied.

**Lasten van de Openbare schuld voorzien in de tabel der krachtens
de Vredesverdragen terugvorderbare uitgaven.**

- | | |
|---|-------------|
| 1. Interesten en kosten der Interprovinciale Schuld gevolg van de betaling der oorlogsbelastingen aan de Belgische Natie opgelegd. fr. | 107,830.000 |
| 2. Interest aan 5 t. h. der afgeleverde of af te leveren titels uithoofde van vergoeding van oorlogsschade en bijkomende kosten (<i>onbepaalde credieten</i>) | 250,000,000 |

Het bedrag der thans uitgegeven titels vergt slechts eene uitgave van 70 millioen voor betaling van interesten. Doch, behalve dat de uitgifte van nieuwe titels steeds voortgaat, mag men daarbij niet vergeten dat, krachtens artikel 50 van de wet van 10 Mei 1919, de interesten loopen, op de schuld voor herstel, vanaf 1 Januari 1920, zelfs zoo er geene titels worden uitgegeven. Ondervraagd over het waarschijnlijk bedrag van de te betalen vergoedingen heeft de Regeering zich niet bij machte verklaard met eenige nauwkeurigheid te kunnen antwoorden. De gegevens die men evenwel bezit, doen voorzien dat de last van de interesten het hooger geraamde cijfer ruim overschrijdt.

- | | |
|---|--|
| 3. Jaars om per vierde tot en met 1985 te betalen aan de Maatschappij van Gemeente-Krediet van België, wegens leeningen door haar uitgegeven in vervanging van sommen die zij aan de gemeenten geleend heeft voor | |
|---|--|

OVER TE BRENGEN. fr.	357,830,000
------------------------------	-------------

OVERGEBRACHT. fr. 357,830,000

de betaling der uitgaven wegens den oorlog en die ten laste van den Staat vallen 26,250,000

Niettegenstaande de tusschenkomst van den Staat, blijven de financiën van tal van gemeenten zoo bezwaard, dat men de mogelijkheid niet ziet de begrotingen met de plaatselijke inkomsten alleen in evenwicht te brengen. In onderscheidene afdeelingen heeft men gevraagd dat de Staat de schulden der gemeenten op zich zou nemen. Zonder zulken radikalen maatregel aan te bevelen, die het nadeel zou hebben door den Staat de buitensporige uitgaven van sommige gemeenten te doen dragen, dringt de Commissie van begroting aan, opdat thesaurie-middelen zouden gevonden worden om het verwezenlijken der aan de gemeenten voor oorlogsschade afgeleverde titels mogelijk te maken.

4. Militaire pensioenen krachtens de wet van 23 November 1919 toegekend. (*Onbepaald crediet*) fr. 54,440,000

Het betreft « pensioenen aan slachtoffers van den oorlog en aan de personen waarvan deze slachtoffers de steun waren », ten laste gebracht van Duitschland door de bepalingen van Bijlage I-5^e van het Deel VIII van het Verdrag van Versailles.

5. Jaarlijksche toekenningen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog. (*Onbepaald crediet*) fr. 8,000,000

Totaal der op de tabel vermelde lasten fr. 446,524,000

Onder schulden voorkomend op de *gewone* begroting, moet men zeggen dat er zijn die krachtens de bepalingen van het Vredesverdrag bepaald ten laste van Duitschland moeten vallen. Het is het deel dezer lasten, dat gelijkstaat met de kapitalen opgeslorpt door de vergeldingen, in andere woorden, met de voorschotten die de Belgische Staat heeft moeten doen om de schaden te herstellen aan het openbaar domein of aan de private goederen.

Wanneer de betaling van de oorlogsvergoeding zal regelmatig zijn, zal men, met de te ontvangen jaarsommen, de aflossing moeten regelen van het deel van onze Openbare Schuld dat met de vergeldingen gelijkstaat.

Na den wapenstilstand was België aan de Bondgenooten het bedrag schuldig van zijne oorlogsuitgaven (zijnde 4,810 miljoen berekend al pari van de vreemde munten); deze schuld werd bij artikel 232 van het verdrag ten laste van Duitschland gelegd. De Duitse regeering nam op zich onmiddellijk eene gelijkwaardige uitgifte van speciale bons aan toonder te doen, betaalbaar ten laatste 1 Mei 1926.

Welk gevolg werd daaraan gegeven?

Op deze vraag heeft de Minister van Financiën als volgt geantwoord :

De speciale duitsehe schatkistbons betaalbaar aan toonder in marken-goud op 1 Mei 1926 of op 1 Mei van elk jaar vóór dien datum, die door de Deutsche Regeering moeten uitgegeven worden, krachtens paragraaf 3 van artikel 232, werden nog niet aan de Commissie voor Herstel overhandigd.

Wegens de zeer groote moeilijkheden die de thesauries ontmoeten om hunne oorlogsrekeningen bepaald op te maken en de zeer ingewikkelde vraagstukken die de tekstverklaring van artikel 232 aanraakt, was de Commissie nog niet bij machte het bedrag te bepalen der door België aan de verbonden en geassocieerde regeeringen tot 11 November ontleende sommen, met inbegrip van den interest tegen 5 t. h.

De bezwaren die de vaststelling van de Schuld meebrengt zijn van tweevoudigen aard : de eenen hebben betrekking op de beteekenis en de nauwkeurige omschrijving van de woorden « ontleende sommen », de anderen op den wisselkoers waartegen deze sommen moeten berekend worden.

De financieele dienst van de Commissie voor Herstel heeft talrijke zittingen gewijd aan de bespreking dezer vraagstukken; men is het eens geworden over een vrij groot aantal punten, maar er is nog wat tijd noodig alvorens de Commissie voor Herstel, in bezit van de noodige bescheiden, dit vraagstuk bepaald kunne slechten.

. . .

Tot besluit stelt de Middenafdeeling u voor, Mijne Heeren, de Begrooting van de Openbare Schuld goed te keuren.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGE

NOTA

betreffende de door België aan den Prins van Waterloo
verschuldigde rente.

Een besluit van den Koning der Nederlanden, op 18 juli 1815, heeft aan Arthur Wellesley, Hertog van Wellington, den titel van Prins van Waterloo verleend. Deze titel gaat door erfenis over op zijne mannelijke afstammelingen in orde van eerstgeboorte.

Een ander besluit van 29 september 1815, heeft aan den titel van Prins van Waterloo eene dotatie gehecht van een jaarlijksch inkomen van 20,000 Hollandsche gulden, dat onwederroepelijk en ten eeuwigen dage zal het bezit zijn van den Prins van Waterloo en zijne rechtmatige afstammelingen.

Onderscheidene domaniale bosschen in België tusschen Nijvel en Quatre-Bras gelegen en in gezegd besluit vermeld, zijn tot deze dotatie bestemd.

De Prins van Waterloo werd bij Koninklijk Besluit van 3 juli 1817 gemachtigd deze bosschen onder zekere voorwaarden te ontginnen. De opbrengst van den verkoop van boomen moest namelijk dienen, binnen een bepaald termijn, tot aankoop van onroerende goederen of inschrijvingen op het Grootboek der Actieve Schuld en deze onroerende goederen of inschrijvingen moesten bij de dotatie gevoegd worden.

Bij de omwenteling van 1830 werden de renten ingeschreven op het Grootboek der Nederlansche Schuld op naam van den Prins van Waterloo, begrepen in het gedeelte dezer schuld dat door het Verdrag der XXIV artikelen ten laste van België werd gelegd.

In 1871 was het jaarlijksch totaal bedrag der bestaande inschrijvingen aan schulden, aan 2 1/2 t. h., aan 3 t. h. eerste reeks en aan 4 1/2 t. h., fr. 80,106.14, gelijkstaand met een nominaal kapitaal van fr. 2,339,692.00.⁽¹⁾

Krachtens eene overeenkomst op 7 Juni 1872 gesloten tusschen de Belgische Regeering en den Prins van Waterloo, werden deze inschrijvingen vernietigd en vervangen door eene enkele inschrijving van fr. 80,106.14 gebracht onder n^o 3 van het Grootboek der renten zonder vermelding van kapitaal, en waarvan de

(1) Arthur Wellesley, hertog van Wellington in 1852 overleden: het eigendom van de dotatie werd achtereenvolgens geërfd door Arthur-Richard, hertog van Wellington (overleden in 1884) door Henry Wellesley, hertog van Wellington (overleden in 1900) en door Arthur-Charles Wellesley, hertog van Wellington (tegenwoordige titularis).

renten betaalbaar waren te Brussel in twee gelijke helften op 1 Mei en 1 November. Deze inschrijving luidde als volgt : « Wellington (Zijne Doorluchtigheid Arthur-Richard ⁽¹⁾, hertog van) Prins van Waterloo ».

Luidens deze overkomst, « zullen op dezelfde wijze ingeschreven worden » die renten die later zouden verworven worden door Zijne Doorluchtigheid » den Prins van Waterloo in uitvoering van het koninklijk besluit van » 3 Juni 1817 ».

Bij toepassing van deze bepaling, werden later drie renten op gezegd Grootboek geschreven, in vervanging van den verkoopprijs van gronden waarop de spoorweg moest worden aangelegd, namelijk :

1 ^o N ^r 4, rente	fr. 492. »
2 ^o N ^r 5, id.	35.89
3 ^o N ^r 6, id.	3.47

De verschillende inschrijvingen waarvan hierboven sprake werden vereenigd, met genot op 1 November 1909, in eene enkele van fr. 80,637,50, onder n^r 7, op het Grootboek der renten zonder vermelding van kapitaal, op naam van « Wellington (Zijne Doorluchtigheid Arthur-Charles Wellesley, hertog van) Prins van Waterloo ».

Deze rente draagt de volgende vermelding in den rand : « Deze onver- » vreemdbare rente die vervalt op 1 Mei en op 1 November, maakt deel uit » van de dotatie van den Prins van Waterloo, krachtens het besluit van » 18 Juli 1815, de wet van 29 September daaropvolgend, en overeenkomstig » het koninklijk besluit van 3 Juni 1817 ».

Het noodige krediet voor de betaling dezer rente staat jaarlijks onder artikel 2 van de Begrooting der Openbare Schuld.

(1) Arthur Wellesley, hertog van Wellington, is in 1852 overleden; het eigendom van de dotatie werd achtereenvolgens geërfd door Arthur-Richard, hertog van Wellington (overleden in 1884), door Henry Wellesley, hertog van Wellington (overleden in 1900), en door Arthur-Charles Wellesley, hertog van Wellington (tegenwoordige titularis).